LE DROIT MARITIME ET LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE
(SÉMINAIRE INTERNATIONAL — GDANSK 17-19 SEPTEMBRE 1985)

Le séminaire a été organisé par la Faculté du Droit et de l'Administration de l'Université Mikołaj Kopernik de Toruń et la Section de Gdańsk de l'Académie Polonaise des Sciences. Parmi les participants étrangers se trouvaient les experts du droit de mer (le droit public) et du droit maritime (le droit comparé) : prof. I. Arroyo (Espagne), prof. T. Ballarino (Italie), prof. D. Fluharty (Etats-Unis d'Amérique), prof. R. Herber (République Fédérale d'Allemagne), prof. R. Richter (République Démocratique d'Allemagne) et dr H. Shulze (République Démocratique d'Allemagne). Pour la Pologne, les rapports ont été présentés par : prof.-agrégé Z. Brodecki, prof. J. Gilas, prof. J.T. Hołowiński et prof. J. Lopuski. Au séminaire ont également pris part les représentants des centres scientifiques régionaux : de Gdańsk (prof.-agrégé W. Adamczak, dr W. Nowina-Konopko), de Szczecin (prof. W. Górski, prof. F. Gronowski), de Toruń (dr J. Biołocerkiewicz, dr M. Dragun). La langue officielle du séminaire fut l'anglais.

Dans les rapports et durant la session on a exprimé l'opinion que les règlements internationaux en vigueur ne répondent pas aux exigences de l'organisation voulue des rapports économiques internationaux. En rapport aux modifications de la carte politique du monde, en particulier dans la période après 1960, les pays en voie de développement ont formulé le postulat de pouvoir effectivement influencer les règlements juridiques adoptés dans le cadre des organisations internationales.

Dans son rapport intitulé : « Les directions principales de l'évolution du droit maritime privé et l'influence des pays en voie de développement économique », le prof. J. Łopuski a constaté que c'est surtout UNCTAD qui est devenue un forum où les pays en voie de développement jouissent de la possibilité de formuler des postulats à l'égard de la communauté internationale. Ceci a lieu en particulier dans le cadre de l'échange commercial maritime. Quelques problèmes nécessitent encore une considération et un règlement précis, telles que le renforcement du contrôle gouvernemental sur la flotte nationale en vue de rendre plus organisé le développement de la flotte mondiale, l'extension de l'application des dispositions *ius cogens* dans le domaine des contrats maritimes, la limitation de la libre concurrence dans le domaine de la navigation, le renforcement des systèmes nationaux d'assurance maritime et l'harmonisation des règlements juridiques en matière d'assurance maritime ce qui est indispensable pour rendre meilleure la position des pays en voie de développement.

Dans son rapport intitulé : « Les règles d'Hambourg et le nouvel ordre économique », le prof. Herber a traité des conditions politiques, économiques et juridiques en faveur de la révision du régime juridique international de transport des marchandises par voie maritime. Il a analysé les règles d'Hambourg dans l'aspect de la réalisation des postulats des pays en voie de développement en formulant la conclusion que la création d'un régime juridique de transport des marchandises par voie maritime commun, compréhensible et pratique correspond aux intérêts de toute la communauté internationale.

Les problèmes liés au transport des marchandises par voie maritime furent aussi l'objet de l'analyse de prof. Hołowiński. Dans son rapport : « Pour l'interprétation uniforme des charte-parties » il a démontré les conséquences juridiques et économiques d'une qualification non-uniforme de ces contrats pour les systèmes juridiques des pays différents et il a indiqué surtout les divergences subsistant en matière d'application des conventions internationales relatives au transport des marchandises par voie maritime ce qui est un phénomène défavorable également pour les intérêts des pays en voie de développement.

Le prof. Arroyo dans son rapport : « La juridiction et l'arbitrage en affaires maritimes » a présenté l'opinion que pour assurer la réalisation des principes du nouvel ordre économique il est indispensable de restreindre la liberté contractuelle en matière de choix du for et de la possibilité de soumission du contentieux à un tribunal d'arbitrage. Il a démontré que la pratique jusqu'à présent était orientée sur la protection des intérêts de l'armateur en discriminant en même temps ceux les propriétaires des marchandises représentés par les pays en voie de développement.

La sécurisation d'une participation proportionnelle des flottes des pays en voie de développement dans le transport maritime international et la promotion de leur développement ont été considérées dans le rapport de prof. Richter : « Le financement de la navigation maritime et le nouvel ordre économique certains aspects juridiques ». Le rapporteur a traité des problèmes suivants : les règlements juridiques favorisant le développement des flottes des pays en voie de développement, le

prolongement de la période des crédits destinés à la construction des navires, le fondement des entreprises du genre « joint-ventures » et autres.

Le prof. Gilas dans son rapport : « La notion de la justice dans la nouvelle Convention des Nations Unies sur le droit de mer » a critiqué les dispositions de cette Convention en indiquant qu'on y a adopté la notion d'une justice égalitaire et à la fois distributive ce qui signifie que les non-égaux doivent être traités d'une façon inégale et les égaux-d'une façon égale. La nouvelle Convention de droit de mer-en tant qu'élément du nouvel ordre économique-bien qu'orientée dans ses principes sur l'établissement d'une solidarité internationale à l'égard de l'héritage commun de l'humanité, ne contribue pas à l'élimination de l'égoïsme des pays particuliers et de certains groupes régionaux.

Le prof. Fluharty (« L'exploitation des ressources naturelles de la mer ») a indiqué que la tendance à s'emparer en qualité de propriétaire (afin d'étendre sa juridiction ou contrôle) de grandes parties de mers et océans a apporté des profits uniquement aux pays à localisation géographique favorable, parmi lesquels les pays en voie de développement représentent un groupe insignifiant. Le problème de l'exploitation du fond des mers et océans en dehors des limites de la juridiction nationale a été considéré dans la Convention des Nations Unies de 1982 à un degré qui ne correspondait pas à l'attente générale.

Le prof. Ballarino (« La Communauté Economique Européenne et le nouveau régime en matière des droits de pêche ») a analysé ce problème du point de vue des rapports intérieurs et extérieurs de la CEE. Il a indiqué que toutes les décisions essentielles résultent de la compétence de la CEE et non des pays particuliers. Durant son activité, la CEE tend à accommoder le principe de la non-discrimination au principe des droits spéciaux du pays côtier en s'orientant vers un partage juste des bénéfices provenant de la pêche avec considération simultanée des pays en voie de développement.

Le prof.-agréé Brodecki (« L'extension géographique de l'application de la Convention sur la responsabilité pour la pollution des mers ») a analysé le déroulement et les effets des travaux de la conférence de Londres de 1984.

Lors de la discussion, en dehors des voix relatives aux sujets mentionnés dans les rapports, on a considéré les problèmes des « pavillons libres » et des travaux en cette matière entrepris par les organisations internationales.

Maria Dragun